

*Projet présenté par les députés :*

*M<sup>mes</sup> et MM. Eric Leyvraz, Stéphane Florey, Eric Bertinat, Céline Amaudruz et Christina Meissner*

*Date de dépôt : 15 juin 2010*

## **Proposition de motion pour une information complète sur l'affaire Kadhafi**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que l'affaire Kadhafi est de la responsabilité genevoise ;
- que ce qui devait être un banal épisode de police est devenu une affaire suisse et internationale ;
- que la manière et les moyens employés lors de l'arrestation de M. Hannibal Kadhafi se sont avérés disproportionnés au regard des infractions commises;
- que l'importance du personnage dans son pays a été mal évaluée ;
- que cette mauvaise évaluation a entraîné la détention douloureuse et injuste de deux citoyens suisses ;
- qu'à aucun moment, ces otages n'ont reçu de nos autorités un mot de soutien ou des vœux pour les fêtes ;
- que la Suisse a été menacée par une véritable déclaration de guerre, et que son démantèlement a été demandé devant l'Assemblée des Nations-Unies ;
- que les préjudices financiers se chiffrent en centaines de millions de francs pour nos industries,

invite le Conseil d'Etat

à présenter un rapport clair et détaillé sur les responsabilités de chacun dans cette affaire avec les réponses sur les tenants et les aboutissants de cette cacade, notamment sur le plan financier, en indiquant les méthodes et les moyens qu'il va mettre en œuvre pour qu'une telle affaire ne se reproduise pas.

## *EXPOSÉ DES MOTIFS*

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Après plus de 690 jours de détention, M. Göldi a enfin pu regagner la Suisse. Prudence oblige, il n'était pas question d'intervenir auprès de nos autorités tant que ce dénouement heureux n'aurait pas eu lieu.

Voici donc arrivés l'heure des questions et le moment de demander des comptes. Car l'ardoise est lourde ! Les questions encore sans réponse sont trop nombreuses et fâchent :

- Qui a vraiment donné l'ordre d'une intervention si musclée contre M. Hannibal Kadhafi, dont les frasques avaient déjà agité d'autres capitales, avec renvoi à la clé, sans esclandre politique ? Les autorités genevoises se sont-elles écartées des recommandations du Département fédéral des affaires étrangères appelant à la prudence ?
- Pourquoi tant de déclarations sur la justice égale pour tous, alors que nous avons un ombudsman chargé de régler des conflits avec les légations étrangères et leurs employés, en général sans bruits médiatiques, où le droit suisse n'est pas forcément appliqué à la lettre ?
- Pourquoi, quand on se fait les hérauts de la justice, n'est-on pas capable de trouver l'auteur de la fuite de la photo qui a mis le feu aux poudres ?
- Pourquoi le Conseil d'Etat, dont cinq membres étaient déjà en place au moment des faits, n'a-t-il pas montré avec plus de conviction son intérêt à régler rapidement le problème ? L'exemple de notre zèle déplacé dans l'affaire russe, qui a coûté 800 000 francs à la République, n'a donc pas servi de leçon ?
- Pourquoi laisser pourrir une situation dont le résultat final risque bien de nous causer encore des humiliations ? En fin de compte, hélas, l'Etat devra encore s'excuser et payer les pots cassés face à une Suisse en colère qui nous désigne comme les vrais coupables. L'image de Genève, a va être la Genferei au carré ! Nous sommes vraiment des champions en réussissant à nous faire détester également par ceux de notre camp !
- Et avec tout cela, quelles conséquences pour notre canton, arrogant, incapable de montrer la moindre compassion pour les otages ? Heureusement que la population et certains politiciens ont eu plus de cœur que nos autorités, multipliant les marches silencieuses et les messages de soutien.

Nous avons déclenché par notre inconséquence un véritable tsunami anti-suisse dans le monde arabe, disproportionné certes, mais réel. Quand on a la prétention de jouer dans la cour des grands, il faut en montrer les capacités !

Le Grand Conseil, souhaitant éviter qu'un tel fiasco ayant terni l'image de Genève et de la Suisse puisse se reproduire, attend du Conseil d'Etat un rapport dont la clarté et la rigueur doivent être exemplaires.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs le députés, de réserver un bon accueil à cette proposition de motion.